

MANIFESTATION SUR AMIENS

14H00 maison de la culture

À l'entendre, le gouvernement en aurait donc fait bien assez pour les fonctionnaires. Il rappelle la hausse de 3,5 % de la valeur du point d'indice en 2022, celle de 1,5 % en juillet 2023 ainsi que l'attribution de 5 points d'indice à tous les agent-es, à partir de janvier 2024, ce qui représente environ 25 euros de plus par mois par agent-e. Il vante par ailleurs la prime « pouvoir d'achat » ponctuelle et ses mesures visant les bas salaires, préférant quelques maigres mesures catégorielles et individuelles, insuffisantes, à une revalorisation d'ensemble.

Hausse inférieure à celle de l'inflation = baisse de salaire!



Hormis une hausse en deux temps fin 2016 et début 2017, les récentes revalorisations du point d'indice ont été obtenues après dix années de gel des salaires des agent-es dans un contexte où l'inflation avoisinait les 5 % entre 2022 et 2023. Par ailleurs, l'inflation cumulée depuis 2013 s'élève à près de 20 %, avec une accélération au cours des deux dernières années, et plus de 26 % depuis 2010.

L'INSEE a montré que, entre 2011 et 2021, le salaire net a augmenté en moyenne de 4,9 % dans le privé (0,4 % en moyenne par an) alors que celui des fonctionnaires n'a augmenté que de 2,1 %, soit 0,2 % en moyenne par an (compte tenu du fameux glissement vieillesse technicité dû notamment à l'avancement à l'ancienneté).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le compte n'y est vraiment pas, mais pas du tout !

Moins payé-es qu'hier et plus que demain ?

Le gouvernement estime visiblement qu'il en a assez fait. Voulant poursuivre son entreprise de dynamitage de la fonction publique déjà largement engagée par sa loi d'août 2019, il s'apprête à instaurer la rémunération « au mérite ». Tout cela, en martelant qu'il faudra baisser la dépense publique de 12 milliards d'euros en 2025, et après avoir laissé pendant plusieurs semaines la « fonction publique » sans ministre. C'est dire la considération que le gouvernement porte aux agent-es publics.

Or, de l'argent il y en a, la dette est supportable et si des choix pour la combler étaient nécessaires, nous avons sur le sujet des propositions, lesquelles, de surcroît renforceraient le consentement à l'impôt, le vivre ensemble et gommèrent les inégalités sociales.

Il faut dans un contexte où les superprofits et les superdividendes explosent taxer mieux et d'avantage les 10% les plus riches, tout comme les multinationales.

Tous·tes en grève le 19 mars!

Les agent·es publics ne sont pas dupes, rien a été mis en place pour une réelle augmentation de leur salaire.

Pour ne pas répondre à leurs revendications légitimes le gouvernement contourne le problème en annonçant la mise en place du salaire au mérite. Quel mérite dans un contexte de dégradation continue des conditions de travail et de restriction des moyens?

Les récents propos de Stanislas Guérini au sujet de la "performance" attendue pour les agent·es publics sont particulièrement mal venus de la part d'un gouvernement qui n'a cessé d'appauvrir le secteur public et qui n'a cessé d'empêcher l'exercice des missions des agent·es.



Ensemble allons gagner une augmentation générale de nos salaires et l'amélioration de nos conditions de travail!

"Mérite", "performance" insultent le professionnalisme des agent·es. La future loi de transformation de la fonction publique s'annonce comme un projet de destruction du statut. Or, c'est le **statut qui garantit l'impartialité** des agent·es public dans l'exercice de leurs missions, indépendamment des pressions hiérarchiques et politiques.

Les conditions de travail que les agent·es se voient imposer par l'austérité budgétaire et par la volonté politique de casse des services publics sont insupportables. Le manque d'attractivité des métiers de la fonction publique est le symptôme de carrières publiques sous payées, empêchées dans leur mission et sans cesse attaquées.

Face à l'urgence salariales, face aux attaques du gouvernement, Solidaires Fonction Publique appelle à la grève le 19 mars!

Solidaires Fonction Publique revendique:

Défense du statut

Attribution de 85 points d'indices pour toutes et tous

Revalorisation du point d'indice

Indexation de la valeur du point sur l'inflation

Reconnaissance des qualifications à leur juste niveau

Revalorisation des grilles et des carrières féminisées

Non à l'instauration du salaire au mérite

**Rendez-vous en manifestation sur Amiens ce
19 mars à 14h00 à la Maison de la culture**